

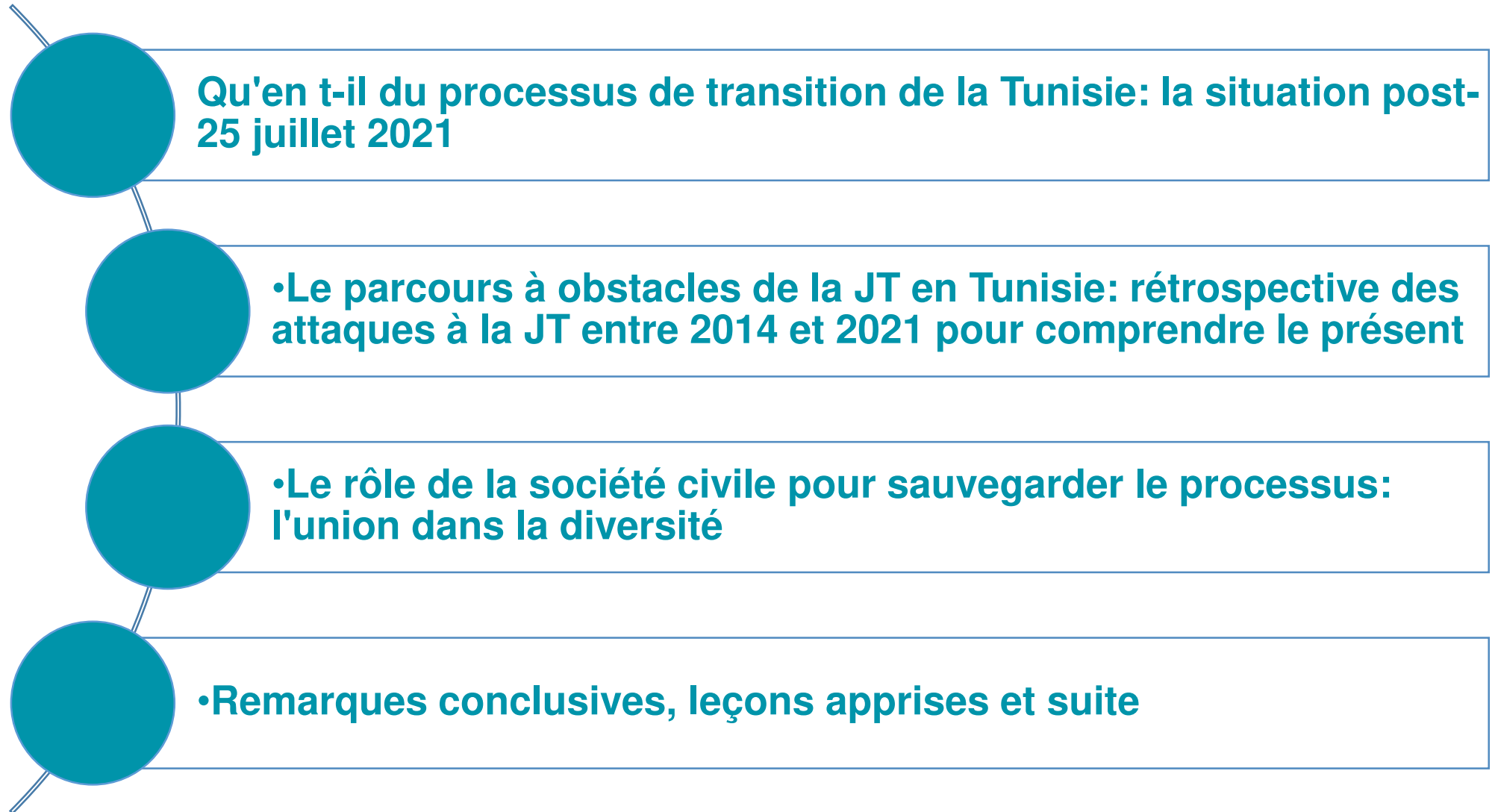
# Les coalitions comme moteur de changement pour la justice transitionnelle

## Retour d'expérience par Khayem Chemli:

- Coordinateur national de la Coalition de la société civile pour la défense de la Justice Transitionnelle 2018 – 2021
- Responsable Plaidoyer ASF EuroMed 2021-2022



## Architecture du cours:



**1. Justice  
Transitionnelle:  
Situation de la  
transition post-  
25 Juillet**



# La situation des droits humains **Avant** le 25 juillet



60 années de dictature impunie, avec un état policier, des violations massives de droits de l'homme à l'encontre de centaines de milliers de tunisiens (torture, disparitions forcées, parti unique, justice infiltrée, média dirigé)



Processus de justice transitionnelle non-achevé, poursuites pénales contre les tortionnaires non abouties, 234 boycott de séances pénales devant les CCS, non-application et boycott total du processus de réformes dessiné par l'Instance Vérité & Dignité.



Poursuite des violations graves des DH vu la non-réforme de la police. **Janvier 2021**: crise majeure des DH depuis la révolution avec 3000 détenus dont la majorité des mineurs, absence de redevabilité judiciaire. Autres affaires phares: Abdesslem Zayen, Omar Laabidi,...etc  
Absence de condamnation à l'encontre d'auteurs de violations graves durant 10 ans.



Echec de la mise en place de l'architecture des institutions constitutionnelles de régulation: Cour constitutionnelle, Instance des droits de l'homme, Instance des générations futures, Instance contre la corruption...etc



Pacte politique entre les partis majoritaires post-révolution dont le parti majoritaire et les symboles de l'ancien régime regroupés, et protection de la corruption métastasée au sein des leaders politiques et des députés: exemple: accapuration et dissimulation de la part du bureau de l'ARP de la liste des levées de l'impunité demandée par la justice, et refus de répondre aux demandes d'accès à l'information



# La situation des droits humains **Après** le 25 juillet



**Recrudescence des procès de civils devant la justice militaire pour des situations de liberté d'expression: 13 cas en moins d'un an comparé à 10 cas seulement en 10 ans entre 2021 et 2021.**



**Suspension par décret présidentiel des activités du parlement, puis dissolution complète du parlement en se basant sur l'article 117 et de l'Etat d'exception.**



**Dissolution totale du Conseil Supérieur de la Magistrature par décret présidentiel, et création d'un CSM provisoire dont tous les membres sont nommés par le président de la république. Un mois plus tard, le président amende son propre décret sur le CSM provisoire afin de se donner le plein pouvoir de radier des juges directement par décret présidentiel, suite à quoi 57 juges ont été radiés irrémédiablement.**



**Amendement par décret de la loi n°23-2012 sur l'ISIE et écartement de la formation précédente, et promulgation d'une nouvelle ISIE nommée et contrôlée par la présidence. La feuille de route pour un référendum en Juillet et des élections législatives sont déjà annoncées et seront organisées par cette ISIE nommée.**

- Avis publié le 11 Juin par l'ISIE: Interdiction de publier des avis influençant le référendum pour la période électorale ayant commencé le 3 Mai, sinon des sanctions pénales à l'encontre de l'auteur.**



**Hypertrophie de l'Etat policier au sein du pouvoir absolutiste, avec 56 interdictions de voyage, 15 assignations à domicile arbitraires, des interdictions systématiques des sit-in de l'opposition, le boycott des agents de sécurité des procès de torture, les restrictions contre les journalistes.**

## **2. Attaques contre le processus de JT entre 2014 et 2021**



## 2- Attaques contre le processus de JT entre 2014 et 2021

- Déni d'accès à l'information de la part de certaines institutions publiques
- Entraves à l'accès de l'Instance aux archives présidentielles
- Refus du Ministère de l'intérieur de permettre à l'Instance d'accéder aux archives de la police politique
- Refus de la justice militaire de traiter avec l'Instance
- Abstention du Pôle judiciaire et financier de traiter avec l'Instance
- Refus du Ministère de la culture et de la Municipalité de Tunis d'accorder à l'Instance une salle pour les auditions publiques
- Projets de loi sur la réconciliation
  - 1 présidentiel, autour de la réconciliation économique, voté au parlement en 2017, et 1 émanant du ministre des DH en Avril 2019, sur la réconciliation totale, échoué.
- Exclusion de l'IVD de la liste de protocole et Retrait des passeports diplomatiques des membres de l'Instance
- Refus de publier la décision d'élection de la présidente de l'IVD au JORT
- Abstention de publier les décisions portant sur l'organisation et les procédures de fonctionnement de l'appareil exécutif de l'Instance
- Abstention de publier les états financiers de l'Instance pour l'année 2015

## 2- Attaques contre le processus de JT entre 2014 et 2021

- Abstention de publier la décision de prolongation du mandat de l'Instance Vérité et Dignité et de lui allouer un budget
  - le Gouvernement s'est abstenu d'allouer un budget à l'IVD pour toute la durée de la prolongation qui s'étale du 1er juin 2018 au 31 mai 2019.
- Obstructions de la part du Ministre des domaines de l'Etat:
  - ❑ Le ministère des domaines de l'Etat a soumis au départ 687 dossiers d'arbitrage à l'IVD, puis en a retiré la majorité
  - ❑ Le chef du Contentieux de l'Etat a demandé le report de plus de 900 séances d'arbitrage durant le 1<sup>er</sup> semestre de 2016, incluant des arbitrages avec les plus concernés par les biens mal-acquis, appartenant au clan de l'ancien régime de Ben Ali.
  - ❑ Le chef du Contentieux de l'Etat qui a coopéré avec l'IVD, s'est retrouvé immédiatement limogé après son retour de mission à Paris.
- Abstention de pourvoir les postes vacants de l'IVD par l'Assemblée du Peuple ce qui lèse le quorum.
- Le 26 mars 2018 : l'Assemblée du Peuple tente de mettre fin aux travaux de l'IVD lors d'une séance plénière.
- Les cabales médiatiques contre l'IVD
- L'acharnement des syndicats de police qui refusent de comparaître devant l'IVD (pour l'instruction), et refusent de comparaître devant les chambres spécialisées. (Communiqués disponibles)

# 3. Le Rôle de la société civile Tunisienne: union dans la diversité

### 3- Genèse de la coalition Tunisienne...

- La principale mouvance ayant soutenu le processus de justice transitionnelle en Tunisie est aujourd'hui connue sous le nom de CJT: coalition de la société civile pour la défense de la justice transitionnelle → une formation informelle et très hétérogène d'acteurs allant de l'extrême droite conservatrice à l'extrême gauche.
- Différents grands acteurs nationaux se sont inscrits individuellement dans le processus de justice transitionnelle:
  - La ligue tunisienne de défense des droits de l'homme → principal allié de l'IVD pour la majorité des dossiers de violations graves de DH
  - L'Association des Magistrats Tunisiens → soumettant des dossiers pour des juges ayant milité sous la dictature
  - Le Forum Tunisien pour les droits Economiques et Sociaux → soumettant avec ASF le premier dossier de région qualifiée de « région-victime » de marginalisation économique et politique.
  - L'Association tunisienne des Femmes Démocrates → travaillant sur les femmes victimes de la dictature
  - Le Collectif National pour la Justice transitionnelle – CNIJT (dirigé par feu Amor Sfraoui)
- Le congrès national sur la justice transitionnelle (Novembre 2016) a été le premier noyau de formation de la coalition CJT, et le premier vrai filet de sécurité s'entourant autour de l'IVD, ayant pour mission principale d'accompagner sa fin de travaux selon les standards nationaux et internationaux.

# 3- Données biométriques de la Coalition en Tunisie

- **Nom officiel:** Coalition de la société civile pour la défense de la justice transitionnelle:



## Données biométriques

- **Taille:** 30 organisations
- **Année de formation:** 2016
- **Nombre OSC nationales:** 18
- **Nombre OSC internationales:** 12

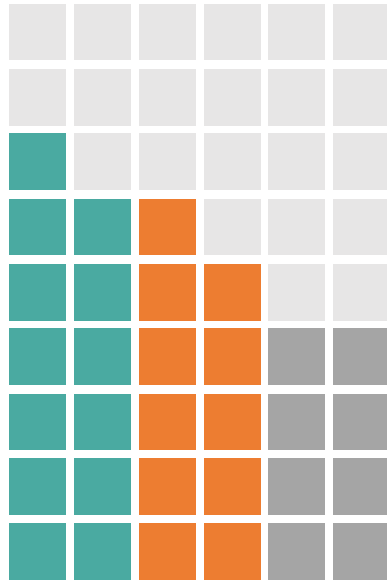
## Mission principale:

- **Manifeste commun:** formulé et voté en Avril 2019.
- **Règlement intérieur:** formulé et voté en Juin 2019
- **Dernière version à mettre à jour du Manifeste:** Réunion de la coalition **d'Octobre 2021**
- **Coordinateur historique:** HCDH >> LTDH >> ASF (actuel)

- ✓ Revitaliser les efforts de la société civile afin d'imposer la justice transitionnelle sur l'agenda politique.
- ✓ Défendre les dispositions de la loi 53-2013 et application des **mécanismes** de la justice transitionnelle pour accompagner la transition démocratique

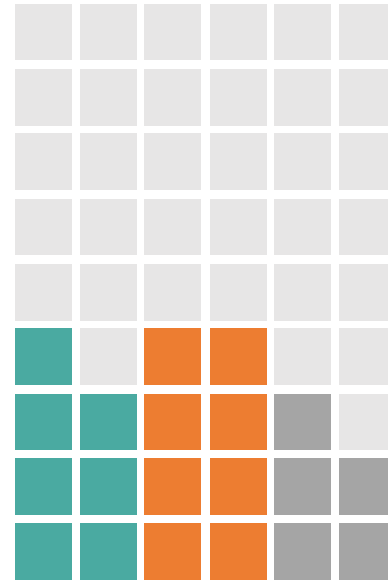
# 3- Evolution des dynamiques au sein de la Coalition en Tunisie

2019-2020



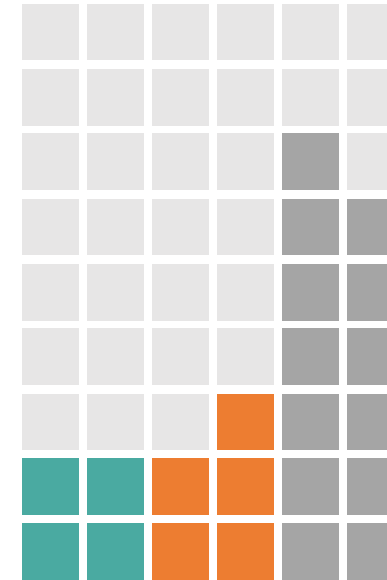
- La non-publication du rapport au JORT et de la liste des martyrs, le projet de loi de reconciliation (minDH) ont rassemblé davantage la coalition autour **d'objectifs clairs**.

S1 - 2021



- Les campagnes contre l'IVD et sa présidente, la publication du rapport au JORT et la faible cadence des procès ont amoindri la diversité de la coalition, et frappé le taux d'assiduité

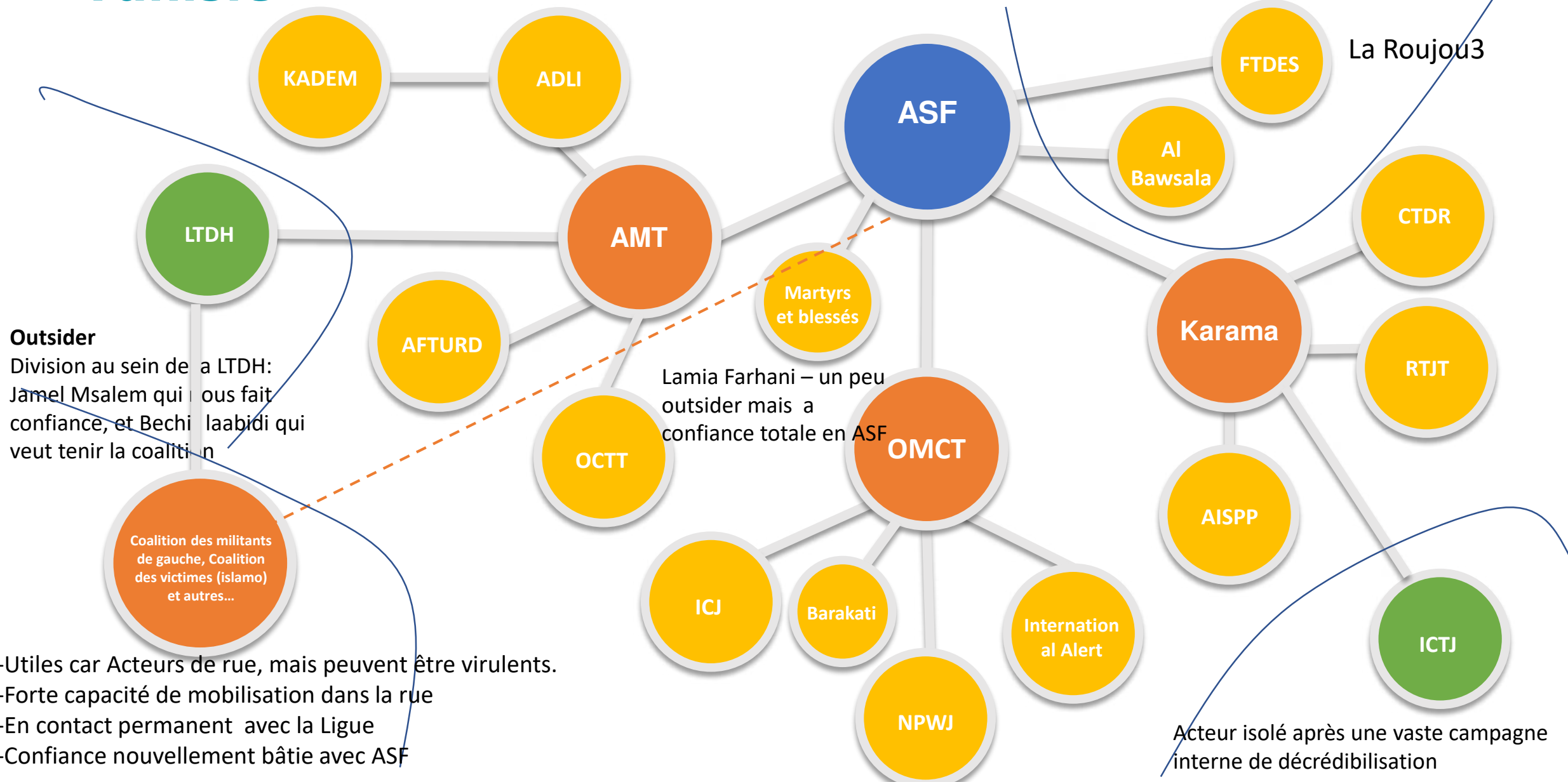
S2 - 2021



- Convergence détériorée après le 25/07
- **Absence** de vision et de priorisation **d'objectifs clairs**.
- En revanche, une avidité croissante pour se réunir

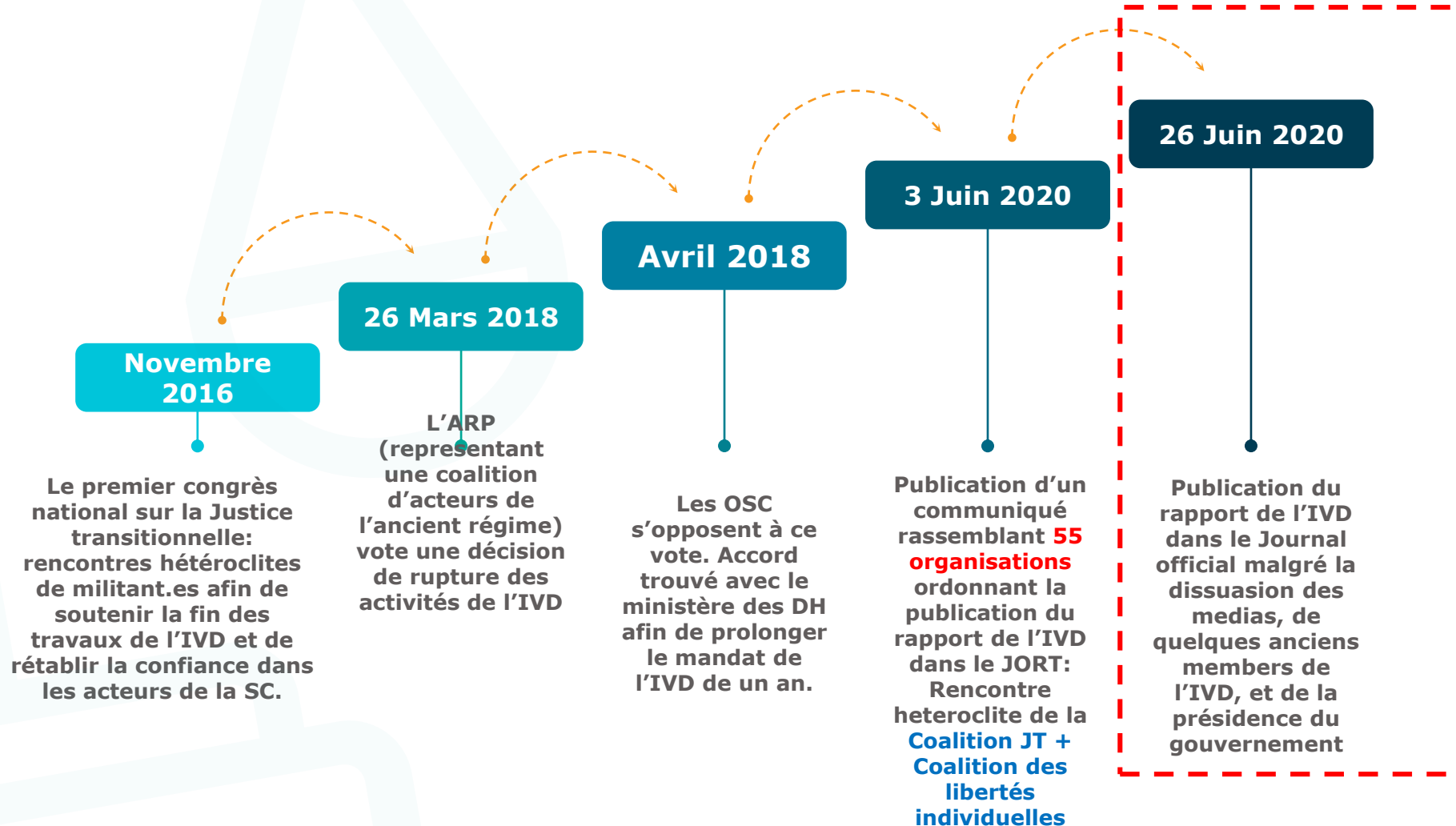
■ Diversification ■ Convergence ■ Assiduité/Avidité

# 3- Evolution des dynamiques au sein de la Coalition en Tunisie



# 3- Rôle de la société civile Tunisienne: union dans la diversité

Dates clés des batailles pour le parachèvement du processus:





# 3- Rôle de la société civile Tunisienne: union dans la diversité: Dernier communiqué appelant à la publication du rapport au JORT



لارجوء La roujou3

Publié par Firas Kefi · 3 juin 2020 ·

● بيان صحفي: منظمات المجتمع المدني تطالب بنشر تقرير هيئة الحقيقة والكرامة في الرائد الرسمي للجمهورية التونسية

← إن منظمات المجتمع المدني الممضية على هذا البيان تذكر بأنه طبقاً لمقتضيات الفصل 67 من القانون الأساسي عدد 53 المتعلق بإرساء العدالة الانتقالية وتنظيمها وبالفصل 148 من دستور الجمهورية التونسية، قامت هيئة الحقيقة والكرامة يوم 27 مارس 2019 بنشر تقريرها الختامي للعموم وبموقع الهيئة، كما سبق أن سلمت التقرير إلى الرئيس الراحل الباجي قائد السبسي، وللرئيس الأسبق لمجلس نواب الشعب السيد محمد الناصر، ولرئيس المجلس الأعلى للقضاء السيد يوسف بوزاخر، ولرئيس الحكومة الأسبق السيد يوسف الشاهد.

ويأتي هذا البيان للتنديد بمحاولات يائسة لبعض الأطراف التي تمارس الضغط على رئاسة الحكومة التونسية وتدفع بكل قوة نحو تعطيل مسار العدالة الانتقالية، المسار التشاركي والاستحقاق الدستوري والقانوني، وعدم نشر التقرير الختامي لهيئة الحقيقة والكرامة، وإبطال جميع مخرجات العدالة الانتقالية واجهاض ما تبقى من المسار نهائياً، وهذا مخالف للقانون.

هذا وإن الجمعيات الممضية تؤمن بأن تفعيل توصيات التقرير الختامي لهيئة الحقيقة والكرامة سيحقق الإصلاحات لتجنب عودة الاستبداد والفساد وسيضمن حقوق الضحايا في الكرامة ورد الاعتبار وسيضع حدا للإفلات من العقاب ولتواصل الانتهاكات الجسيمة لحقوق الانسان، وسيكشف الحقائق ويحفظ الذاكرة الوطنية وسيعزز تكريس الحقوق المدنية والحريات العامة. كل هذه الاستحقاقات لا تزال قائمة الذات وفي حاجة إلى المزيد من الاهتمام والدعم، وهي كلها مضمنة في التقرير الختامي لهيئة الحقيقة والكرامة.

وإنه وعلى هذا الأساس، وعملاً بالفصل 67 من القانون الأساسي عدد 53 المتعلق بإرساء العدالة الانتقالية، تؤكد منظمات المجتمع المدني الممضية أسفله بكل إصرار على: - ضرورة نشر التقرير الختامي لهيئة الحقيقة والكرامة في الرائد الرسمي للجمهورية التونسية في أقرب الأجل الممكنة كخطوة أساسية لمواصلة استكمال مسار العدالة الانتقالية.

كما تؤكد عزمها مواصلة العمل لاستكمال المسار طبق ما نص عليه الدستور التونسي في الفصل 148 المادة 9 والقانون الأساسي عدد 53-2013 بما يتضمن دعم عمل الدوائر الجنائية

43- جمعية فينوس لحقوق الإنسان من خلال	في العدالة الإنتقالية
44- جمعية مرساة	م التحول الديمقراطي وحقوق الإنسان
45- جمعية جسور المواطنة	عدالة
46- دمج الجمعية التونسية للعدالة والمساواة	ل الرب
47- جمعية شمس	مواطنة والتنمية والثقافات والهجرة
48- الجمعية التونسية لمقاومة الأمراض جنسياً والسيدا	بن وثقافات بالضعفين
49- الجمعية التونسية للدراسات حول النوع	ن وإبداع من أجل التنمية والنشغيل
50- الجمعية التونسية للصحة الإنجابية	الحريات وحقوق الإنسان في تونس
51- جمعية معا	اع عن الحق في الاختلاف
52- Article 19 - منظمة المادة 19	ونسية للحراك الثقافي
53- الجمعية التونسية لإصدار لثقافة والإعاقة	ونسية للوقاية الإيجابية
54- أخصائيون نفسانيون العالم - تونس	ونسية لمناهضة العنف
55- الشارع فن	

33 245

Personnes touchées

3 342

Interactions

Booster la publication

90

3 commentaires 193 partages

J'aime

Commenter

Partager

Plus pertinents ▼



Commenter en tant que لارجوء La roujou3



### 3- Rôle de la société civile Tunisienne: union dans la diversité

1<sup>er</sup> congrès national sur la JT (Novembre 2016)



### 3- Rôle de la société civile Tunisienne: union dans la diversité

2<sup>ème</sup> congrès national sur la JT (Janvier 2020)



### 3- Rencontre du collectif Laroujou3 avec le Président du parlement



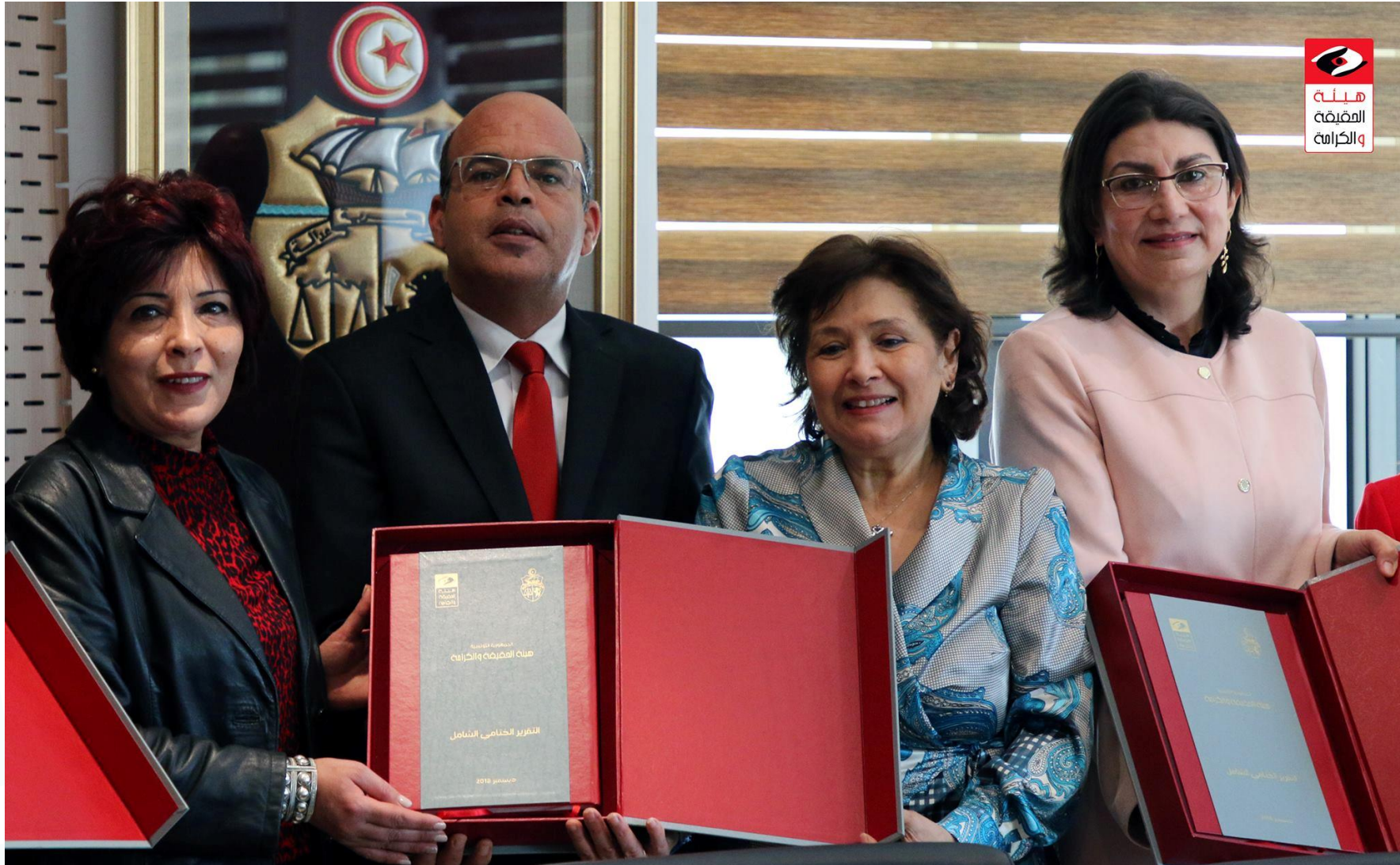
### 3- Transfert des archives de l'IVD aux archives nationales



### 3- Cérémonie de clôture des activités de l'IVD et remerciements à la SC:



### 3- Remise du rapport de l'IVD au président du CSM



### 3- Remise du rapport de l'IVD au président de la République:





### 3- Remise du rapport de l'IVD au président du Parlement:



### 3- Remise du rapport de l'IVD au président du gouvernement:



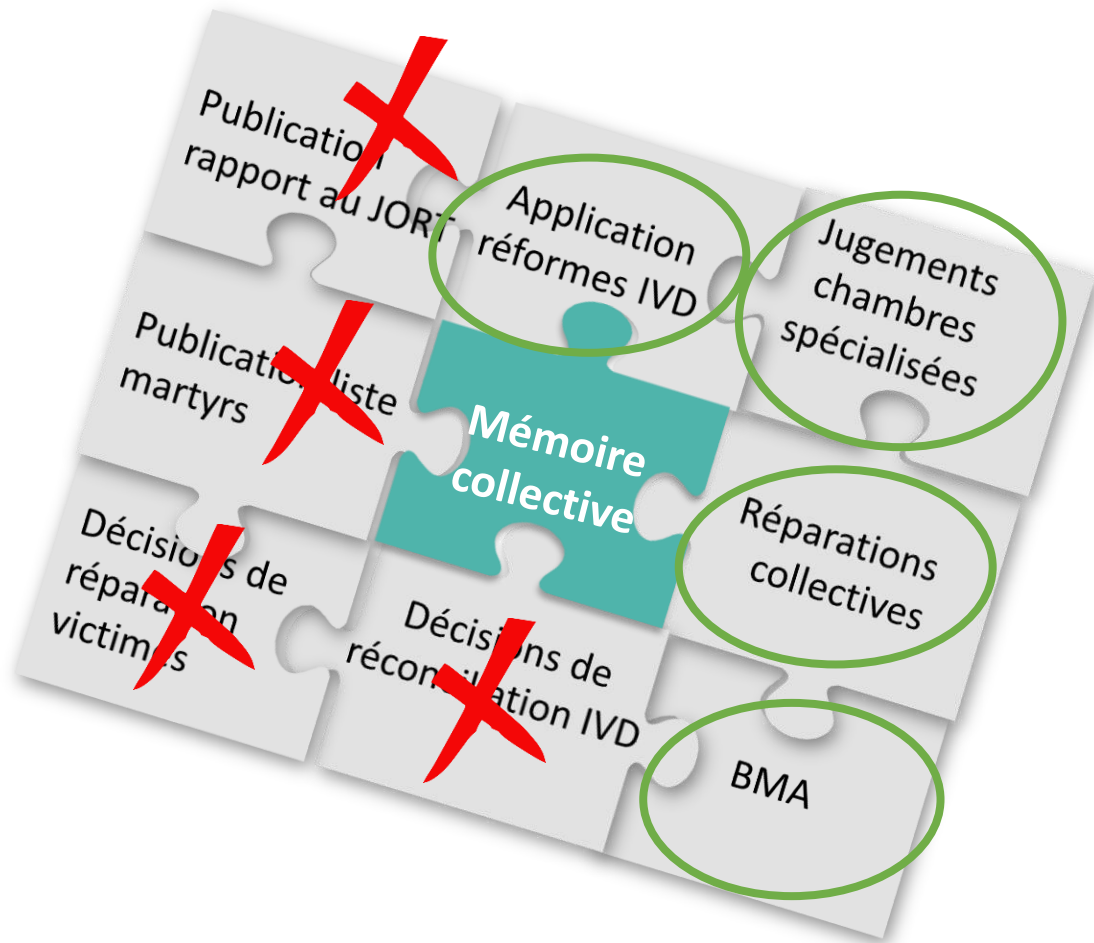
### 3- Remise du rapport de l'IVD aux OSC:



# 4. Remarques conclusives, leçons apprises et suite

## 4- Remarques conclusives, leçons apprises et suite

CHAMPS D'INTERVENTION FUTURS SUITE AU RENVERSEMENT POLITIQUE...



Il faut se calquer sur les éléments de langage actuels pour faire perdurer les **mécanismes** de la JT. Roadmap prévisionnelle pour booster la coalition:

1. Mise à jour du Manifesto (déjà en cours CF version Octobre)
2. Campagne de sensibilisation interne pour rassembler les déserteurs
3. Mise à jour du membership (éviction des absents, intégration de nouveaux acteurs) lors d'une AG
4. Création d'une nouvelle identité graphique de la coalition et une page FB à part entière
5. Conférence de Presse avec le nouveau positionnement
6. Lancement des demandes de rencontres des ministères et des groupes de travail avec focus sur les mandats d'amener des chambres et la lutte contre l'impunité comme unique nerf de bataille.
7. Identification de chambres à soutenir et des procès à raviver et faire des caravanes de soutien.

# Questions

# Réponses

# Coordonnées

## Responsable Plaidoyer

Khayem Chemli

☎ +216 22908408

✉ [kchemli@asf.be](mailto:kchemli@asf.be)

